



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
7 février 2012
Français
Original: anglais

Rapport de la réunion du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, tenue à Vienne du 23 au 26 janvier 2012

I. Introduction

1. Dans sa résolution 5/5, la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée avait décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée pour envisager et étudier les options concernant un ou des mécanismes pour aider la Conférence à examiner l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant et faire des propositions à ce sujet, ainsi que pour établir les termes de référence du ou des mécanismes d'examen proposés, les lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et une esquisse des rapports d'examen de pays pour que la Conférence les examine et, éventuellement, les adopte à sa sixième session.
2. À la réunion qu'il a tenue à Vienne du 17 au 19 mai 2011, le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant a achevé la première lecture du texte du projet de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, du projet de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du Secrétariat pour la conduite des examens de pays, et du projet d'esquisse des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques.
3. Ulises Canchola Gutiérrez (Mexique), Président du groupe de travail, a organisé cinq séries de consultations informelles entre juillet et décembre 2011 pour faciliter une compréhension mutuelle et la résolution des questions en suspens concernant le ou les mécanismes d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant. Les débats étaient axés sur: a) la portée du mécanisme et l'organisation des cycles d'examen; b) la possibilité pour les États parties examinateurs de différer leur participation et le nombre d'examens qui reviendrait à



chaque État partie; c) les modalités de mise à disposition des rapports d'examen de pays; d) les questions relatives à l'interaction avec les parties prenantes concernées lors de l'élaboration des réponses aux questions du logiciel complet d'auto-évaluation ("logiciel d'enquête Omnibus") et durant les visites de pays; e) la nature du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme; f) le financement du mécanisme et les différentes options envisagées pour assurer son fonctionnement efficace, continu et impartial; et g) la participation de tout État signataire au mécanisme, "à titre volontaire en tant qu'État examiné".

II. Recommandations

4. Lors de la réunion, le groupe de travail a approuvé les documents suivants:

a) Projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.1), à l'exception des paragraphes 41 et 54 à 57, sur lesquels aucun consensus n'a pu être trouvé¹;

b) Projet révisé de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du Secrétariat pour la conduite des examens de pays (CTOC/COP/WG.5/2011/3/Rev.1);

c) Projet révisé d'esquisse des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques (CTOC/COP/WG.5/2011/4/Rev.1);

d) Répartition révisée des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2012/CPR.9, en anglais seulement)².

5. Les États parties et signataires ont été instamment priés de poursuivre les consultations sur les questions en suspens mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe 4 ci-dessus avant la sixième session de la Conférence des Parties.

6. Le groupe de travail a examiné les cinq scénarios possibles de mécanisme d'examen contenus dans les documents CTOC/COP/WG.5/2012/CPR.3 et CTOC/COP/WG.5/2012/CPR.7. Ces derniers avaient été établis par le Secrétariat à la demande des États parties et signataires, afin de fournir des indications sur le processus budgétaire et de donner à la Conférence les éléments nécessaires pour prendre une décision. Plusieurs questions ont été abordées, notamment: a) l'opportunité d'allouer des postes P-3 aux bureaux régionaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; b) la possibilité de réduire la durée des sessions du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme; c) la possibilité d'intégrer certains des groupes de travail dans le Groupe de Palerme, pour autant que le mécanisme d'examen soit adopté; d) la réduction du volume de documents et du nombre de visites de pays; e) le nombre d'experts gouvernementaux à former; et f) la nécessité d'adopter un mécanisme qui soit économique.

¹ Le projet révisé de termes de référence sera publié ultérieurement sous la cote CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.2.

² Ce document sera publié ultérieurement sous la cote CTOC/COP/WG.5/2011/5/Rev.1.

7. Il a été recommandé que le premier cycle d'examen débute si possible en 2013 et il a été rappelé que le mécanisme d'examen devait être efficace, efficient, durable et impartial. On a noté qu'un tel mécanisme ne devait pas être inutilement lourd à gérer pour les États parties et le Secrétariat.
8. Il a été noté qu'il conviendrait peut-être que le Secrétariat examine, sans préjudice de la mise en place effective des fonctions essentielles du mécanisme, la question des économies qui pourraient être réalisées dans le cadre du mécanisme d'examen et informe régulièrement les États parties et signataires à ce sujet.
9. Il a été souligné que, lors de l'analyse de l'application des articles réunis en différents groupes, il faudrait accorder l'attention voulue à l'assistance technique, question qui recouvrait plusieurs domaines et constituait par conséquent un élément clef pour la bonne mise en œuvre de la Convention et des Protocoles s'y rapportant.
10. Pour ce qui est du paragraphe 21 du projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.1), un représentant a estimé qu'il fallait donner aux États sélectionnés en tant qu'examineurs la possibilité de décliner ce rôle, auquel cas le tirage au sort devrait être répété.
11. Un représentant du Secrétariat a souligné qu'il importait que la Conférence adopte, à sa sixième session, une résolution qui détermine les ressources nécessaires pour le mécanisme d'examen. Il a été expliqué que le Secrétaire général commencerait à élaborer l'esquisse du budget pour l'exercice biennal 2014-2015 vers le milieu de l'année 2012. Le groupe de travail est convenu que l'estimation initiale du montant total des dépenses pour le scénario 1 du mécanisme d'examen, tel qu'il figurait dans le document CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.7, représentait les limites dans lesquelles le budget qui serait présenté à la Conférence devrait être élaboré. Le représentant a indiqué que, si elle était adoptée par la Conférence, la décision concernant le budget du mécanisme d'examen devrait être présentée à la Cinquième Commission pour examen et prise en compte, selon qu'il conviendrait, dans le budget-programme pour 2013 et dans l'esquisse du budget pour l'exercice biennal 2014-2015.
12. Conformément à sa résolution 5/5, le groupe de travail a indiqué que le logiciel d'enquête Omnibus, qui avait été amélioré par le Secrétariat sur la base des commentaires reçus des États parties et des États signataires, faciliterait la collecte d'informations sur l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, et qu'il constituerait donc un élément important du mécanisme d'examen qui serait adopté par la Conférence. Il a également recommandé que ce logiciel, qui devait être examiné et approuvé par la Conférence, soit ensuite continuellement amélioré pour les cycles ultérieurs.
13. Il a été convenu que la répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, telle qu'elle figurait dans les documents de séance CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.2 et CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.8, servirait de base aux futures délibérations concernant les prochains cycles du mécanisme d'examen.
14. Le Président a présenté au groupe de travail un document officieux visant à promouvoir un échange d'idées préliminaire sur ce qui devait être fait jusqu'à la Conférence.

III. Organisation de la réunion

A. Ouverture et durée de la réunion

15. La réunion du groupe de travail s'est tenue à Vienne du 23 au 26 janvier 2012. Le Président du Groupe des 77 et de la Chine a fait une déclaration.

16. La réunion a été ouverte par le Président du groupe de travail.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

17. À sa 1^{re} séance, le 23 janvier 2012, le groupe de travail a adopté par consensus l'ordre du jour provisoire et le projet d'organisation des travaux. L'ordre du jour était le suivant:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Options et propositions concernant la création d'un ou plusieurs mécanismes pour aider la Conférence à examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant.
3. Termes de référence d'un mécanisme ou de mécanismes d'examen, lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et esquisse des rapports d'examen de pays.
4. Examen du logiciel complet d'auto-évaluation ("logiciel d'enquête Omnibus").
5. Autres questions.
6. Adoption du rapport.

C. Participation

18. Ont participé à la réunion les représentants de 87 États parties à la Convention et aux Protocoles s'y rapportant, ainsi que ceux de 7 États signataires. La liste des participants est publiée sous la cote CTOC/COP/WG.5/2012/INF.1/Rev.2.

D. Documentation

19. La liste des documents dont le groupe de travail était saisi figure à l'annexe.

Annexe

Liste des documents dont le groupe de travail était saisi à la réunion qu'il a tenue à Vienne du 23 au 26 janvier 2012

<i>Cote</i>	<i>Intitulé ou description</i>
CTOC/COP/WG.5/2012/1	Ordre du jour provisoire et projet d'organisation des travaux
CTOC/COP/WG.5/2011/2/Rev.1	Projet révisé de termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant
CTOC/COP/WG.5/2011/3/Rev.1	Projet révisé de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du Secrétariat pour la conduite des examens de pays
CTOC/COP/WG.5/2011/4/Rev.1	Projet révisé d'esquisse des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques
CTOC/COP/WG.5/2011/5	Projet de découpage thématique de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant, à titre indicatif
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.1 (en anglais seulement)	Projet révisé de termes de référence, tel qu'il a été examiné lors des consultations informelles: texte évolutif de la Présidence
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.2 (en anglais seulement)	Répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.3 (en anglais seulement)	Note du Secrétariat sur les différents scénarios envisageables pour d'éventuels mécanismes d'examen de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant et l'estimation des besoins financiers correspondants
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.4 (en anglais seulement)	État du logiciel d'enquête Omnibus
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.5 (en anglais seulement)	Document officiel présenté par la Roumanie et contenant une proposition relative à la coopération internationale et à la répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.6 (en anglais seulement)	Document officiel présenté par le Canada et contenant une proposition relative à la répartition des articles – premier cycle
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.7 (en anglais seulement)	Note du Secrétariat sur les différents scénarios envisageables pour d'éventuels mécanismes d'examen de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant et l'estimation des besoins financiers correspondants
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.8 (en anglais seulement)	Répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant
CTOC/COP/WG.5/2012/CRP.9 (en anglais seulement)	Répartition des articles de la Convention et des Protocoles s'y rapportant